

Compte Rendu du CHSTS du 2 octobre 2014

Par courriel du 25 septembre, Solidaires aux Finances a demandé au Président du CHSCT d'aborder en premier lieu la situation des agents de la trésorerie de Questembert, victimes d'un incendie criminel dans la nuit du 23 au 24 septembre dernier.

A l'ouverture du CHSCT, après lecture de la déclaration liminaire (ci-jointe), les élus de Solidaires aux Finances ont réaffirmé la nécessité d'ouvrir le comité par la situation des agents de cette trésorerie.

Dans la liminaire, nous avons interpellé le Président sur l'absence inacceptable de communication immédiate auprès de la secrétaire du CHSCT, des acteurs de prévention, et des organisations syndicales. En effet, les représentants du personnel ont appris l'incident de Questembert par Ulysse 56 et par la presse écrite le jeudi 25.

Nous nous sommes élevés avec véhémence contre ses pratiques visant à nous tenir à l'écart.

En réponse, le Président nous accuse d'attaques personnelles à son encontre ; Nous lui précisons fermement qu'il est dans ce département le représentant du Directeur Général, que c'est à ce titre que nous formulons nos critiques.

Nous lui rappelons que nous sommes dans notre droit, en tant que représentants des personnels en CHSCT, d'exiger qu'il assure la sécurité des agents, et qu'il nous informe immédiatement.

Sur ce dernier point, le Président a reconnu que nous avons raison.

Incendie à Questembert : Solidaires aux Finances avec les agents !

La Direction a présenté le plan d'action pour la remise en état des locaux afin de permettre la réouverture du service. Le retour à la normale est prévu pour dans environ trois semaines.

Les élus de Solidaires aux Finances ont précisé n'avoir aucun doute sur l'implication des collègues de la Direction en charge de cette situation sur le plan matériel.

Toutefois nous ne partageons pas l'analyse de la Direction sur la gestion humaine des agents du poste.

Pour Solidaires aux Finances, l'humain doit passer avant l'aspect matériel. Nous considérons que la Direction n'a pas pris en compte le choc ressenti par nos collègues, leurs besoins de se sentir en sécurité et d'avoir le soutien de la Direction.

Le Directeur n'a pas souhaité, d'emblé, accorder les autorisations d'absences aux agents pendant la période nécessaire au nettoyage des locaux. Ce flou et le manque de consigne précises et claires a créé une autre forme de désarroi pour nos collègues.

La visite des représentants de Solidaires aux Finances, dès connaissance de l'incident, le 25 septembre, a permis d'apporter un soutien, et de clarifier leur situation sur leurs autorisations d'absences.

Le Directeur, au comité, nous a néanmoins répondu que "*les agents étaient payés pour travailler*"... Notre réponse : "*A condition que l'outil de travail soit en état !*"

Nous restons en contact avec les collègues de Questembert, et nous sommes vigilants aux conditions de travail pendant la remise en état des locaux, et à la réouverture prochaine au public.

Budget



La Direction considère le budget du CHSCT comme une variable d'ajustement de la dotation globale de fonctionnement en diminution chaque année.

Solidaires aux Finances s'oppose encore une fois à ces pratiques, au détriment d'actions vraiment ciblées sur les conditions de travail.

Au titre des dépenses proposées, Solidaires aux Finances a accepté les dépenses liées à la sécurité des agents (alarmes...), celles liées aux fiches particulières (stores, automatisations d'éclairage...).

D'une manière unanime, Solidaires aux Finances et les autres organisations ont refusé de financer l'acquisition d'écrans liée à la réorganisation de services, considérant que ce type de matériel doit être financé par la dotation de fonctionnement de la Direction.

En revanche nous avons également de manière unanime, accepté le financement de l'acquisition de fauteuils de bureau, bien que cette dépense relève également du budget de fonctionnement. En effet, nous avons considéré que les demandes des collègues pour ces fauteuils sont directement liés à la formation "Santé au bureau" que nous avons fait mettre en place.

Visite CHSCT à Lorient

Le compte-rendu de la visite des membres du CHSCT du vendredi 20 juin a permis l'expression des agents sur les difficultés d'exercice de leur métier, sur les charges de travail qu'ils ne peuvent plus absorber, sur l'absence de prise en compte de l'ensemble des missions par la Direction, sur des installations dans des locaux trop petits, inadaptés, et en plateau.

Pour Solidaires aux Finances ses contraintes impactent l'organisation du travail, source de stress et de mal-être pour les agents.



En réponse, plus particulièrement sur les SIE, la Direction évoque des perspectives de nouvelles organisations de travail : ainsi, ces services sont dans le viseur de l'Administration qui, au travers de la dématérialisation, va organiser l'exercice des missions en trois pôles : comptabilité/recouvrement, transverses/gestion courante (Avisir, relance de masse...), et gestion des dossiers, dans un contexte de désectorisation totale.

Alors que la Direction locale présente cette organisation comme la panacée, dans le même temps, Solidaires Finances Publiques, la CGT-DGFIP et FO-DGFIP claquent la porte du groupe de travail national organisé le 2 octobre sur ce thème par la DG.

Cette organisation consacre la future liquidation des SIEs !!

Solidaires aux Finances dénonce ce type de méthode de travail. La mise en place de cette organisation est la résultante de la politique de suppression d'emplois et de la dématérialisation constante à la DGFIP.

Pour nous, l'analyse des charges et des missions doit définir le nombre d'emplois nécessaires au bon exercice des missions, dans de bonnes conditions de travail pour les agents.



SIE :

Solidaires Finances Publiques claquent la porte du groupe de travail national organisé le 2 octobre par la DG.



Espace De Dialogues (EDD)

La Direction a organisé à notre demande des EDD dans deux services afin de permettre l'expression des agents en situation de souffrance au travail.

Ces EDD ont constaté un déficit de communication, une défaillance du collectif, et des tensions récurrentes.

Ces situations étant particulièrement sensibles pour les agents, nous estimons que la direction doit rapidement trouver des solutions dans l'intérêt de tous.

Fiches de signalement

Le climat social actuellement tendu est ressenti directement par les agents en contact avec les contribuables, aussi bien physiquement que téléphoniquement. Il se traduit par une agressivité exprimée par les contribuables à l'encontre des services publics en général, et des agents de la DGFIP en particulier.

Solidaires aux Finances a demandé à la Direction de rester vigilante sur ces comportements qui affectent directement la santé au travail.

Mise en oeuvre du suivi post-professionnel

Le Medecin de Prévention a présenté ce nouveau dispositif de suivi médical pour les agents ayant cessé leur activité professionnelle ayant travaillé dans des postes à risque (en contact avec des produits chimiques ou des matériaux sensibles).

**La force de tous
les agents de la DGFIP**

Questions diverses évoquées par Solidaires aux Finances

Les collègues du CDIF de Lorient :

Nous ont chargés d'alerter la Direction sur leur charge de travail dans un contexte de révision foncière des locaux professionnels, et d'insuffisance d'effectifs (départs annoncés de collègues affectés à la disposition du Directeur en renfort dans ce service). La Direction a répondu qu'elle prenait note de notre intervention sans rien proposer de concret dans l'immédiat.

Les collègues géomètres :

Suite à la réforme de leur régime indemnitaire, ne bénéficient plus de la prime spécifique octroyée pour l'achat de leur "petit matériel" (vêtements de travail, bottes,...). Solidaires aux Finances est intervenu à leur demande pour faire préciser à la Direction le financement de ces matériels. La Direction répond être en attente d'instructions de l'administration centrale sur ce sujet (...!!) notamment sur le transfert de ces acquisitions vers le budget local. Nous serons attentifs à la réponse donnée par le Directeur aux géomètres.

En cas de problème, n'hésitez pas à prendre contact avec les élus, les militants,
les correspondants de Solidaires aux finances !



Les élus de Solidaires aux Finances au CHSCT – Morbihan	
Véronique Tribouillois- Tit	Nicolas Gauthier - Tit
Nicolas Lhuillery – Tit	Annick Le Gall - Suppl
Françoise Mathieu - Suppl	
Experts au CHSCT :	
Annie Rio	Jean-Marc Papotier
Christine Moncomble	

BULLETIN D'ADHÉSION

2014 **Coupon à remettre à votre correspondant accompagné du règlement** **Solidaires Finances Publiques 56**

NOM (marital) _____ Prénom _____

NOM (patronymique) _____ Date de naissance/...../.....

Grade Echelon Indice

Montant de la cotisation →

Temps partiel %

IDENTIFIANT MINISTÉRIEL
N° à 10 chiffres (voir ANAIS)

FILIÈRE FISCALE →
FILIÈRE GESTION PUBLIQUE →

Ancien Identifiant
N° DGI (6 chiffres)
N° ANAIS à 10 chiffres
.....

N° ANAIS à 10 chiffres
.....
N° matricule DGFiP (6 chiffres)
.....

Adresse administrative - service - structure - téléphone _____

Mel professionnel @dgfi.finances.gouv.fr

Adresse personnelle _____

Mel personnel
.....

Solidaires Finances Publiques

Boîte 29 - 80 rue de Montreuil 75011 PARIS - Tél 01.44.64.64.44 - Fax 01.43.48.96.16 contact@solidairesfinancespubliques.fr solidairesfinancespubliques.fr

Déclaration Liminaire du CHSCT du 02 octobre 2014

Monsieur le Président,

En premier lieu nous voulons aborder les événements qui ont eu lieu à Questembert.

Dans la gestion de ce dossier nous estimons que vous avez, Mr le Président, failli à tous vos devoirs : tant sur le plan humain que fonctionnel.

Sur le plan fonctionnel : vous n'avez avisé ni la secrétaire de CHS-CT, ni les acteurs de prévention de ce département, ni les organisations syndicales. Vous n'auriez que du mépris pour vos interlocuteurs, vous n'auriez pas agi autrement.

Sur le plan humain : vous avez adopté face aux agents une posture strictement administrative dénuée de la plus élémentaire empathie. Il ne s'agissait pas d'un simple accident domestique mais bien d'une attaque dirigée contre nos services, nos missions, et les agents de la DGFIP.

Pour Solidaires aux Finances, nos collègues étaient en droit d'attendre autre chose de la part de leur directeur : un vrai soutien moral face au traumatisme engendré, et un soutien affirmé face à l'opinion publique en condamnant cette nouvelle attaque contre le service public.

En outre, vous n'avez pas été à l'initiative de la décision d'autoriser les agents à rentrer chez eux, laissant cette responsabilité au seul chef de poste.

D'autre part vous n'avez pas jugé bon de répondre au mail de la secrétaire du CHS-CT évoquant le droit de retrait des agents, ainsi que l'inscription de ce point à l'ordre du jour de ce Comité.

Ces manquements sont intolérables et inacceptables de la part d'un DDFIP. Nous sommes en droit de nous interroger sur la gestion de faits plus dramatiques s'ils se produisaient dans notre département.

Quelles réponses comptez-vous nous apporter face à cette situation ? Quelles mesures comptez vous prendre pour la sécurité des agents du département dont vous avez la responsabilité ?

Autre constat : le compte-rendu des EDD. Nous étions déjà très inquiets pour la santé des agents suite à la communication du baromètre social mais le résultat de ces EDD apporte des éléments encore plus inquiétants, et conforte nos analyses de vraie souffrance des agents.

Comment un responsable de service peut-il tenir des propos insultants envers les agents ? Comment un directeur départemental peut-il laisser s'instaurer de telles pratiques, et laisser perdurer de tels agissements, dès lors qu'aucune suite n'est vraisemblablement apportée aux propositions issues de l'EDD?

Dans les débats, nous attendons des réponses concrètes sur ce point.

Depuis des mois, vous tentez de faire croire que vous prônez le dialogue social en instaurant des groupes de travail notamment sur les risques psycho-sociaux, mais en fait, tout de votre part n'est qu'apparence, votre seule préoccupation est d'afficher une situation calme et sereine, loin des réalités du terrain.

Nous croyez-vous vraiment dupes ?